

« Le métier de directeur du secondaire a totalement changé en quelques années à peine »

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

Surcharge administrative, rythme des réformes, pénurie de profs, manque de reconnaissance, découragement ... « *La soupe est en train d'exploser* », dit Alain Koeune, directeur du Collège Notre-Dame de Dinant. Ce 23 mars, la FEADI (Fédération des associations de directions de l'enseignement secondaire catholique), qu'il préside, organise à Louvain-la-Neuve une assemblée générale à laquelle elle a invité le Ministre-Président de la Communauté française et sa ministre de l'Éducation. 314 directions ont signé le texte dans lequel elles leur font part de leur « détresse » aux décideurs politiques.

Comment vos collègues directeurs et directrices et vous sortez-vous de ces deux ans de pandémie dont on semble enfin voir le bout ?

« *De manière très contrastée. D'abord, il y a des choses positives. Cette période nous a permis d'avancer dans une série de réflexions ou de mises en action du numérique. On a fait un bond de géant là où on pensait que cela allait prendre des années. Cette crise nous a aussi permis de nous reposer la question des exigences scolaires, des apprentissages essentiels, des évaluations. Nous avons dû malmenier positivement nos méthodologies. Le covid a été un accélérateur tant pour le numérique que pour les pratiques pédagogiques. À côté de cela, le pan négatif de la réalité, c'est deux ans où les directions ont été terriblement malmenées dans une gestion de la pandémie au cours de laquelle on aurait pu leur faire plus confiance. Enfin, si l'on va vers la fin de la pandémie, en revanche, ses conséquences chez les élèves en termes de déscolarisation, de différences entre les apprentissages, de santé mentale (les demandes auprès des centres PMS ont explosé), d'inégalités sociales ou de difficultés financières, vont se voir durant des années encore.* »

On évoque l'évolution des comportements, plus agressifs, des parents. Vous les vivez en première ligne...

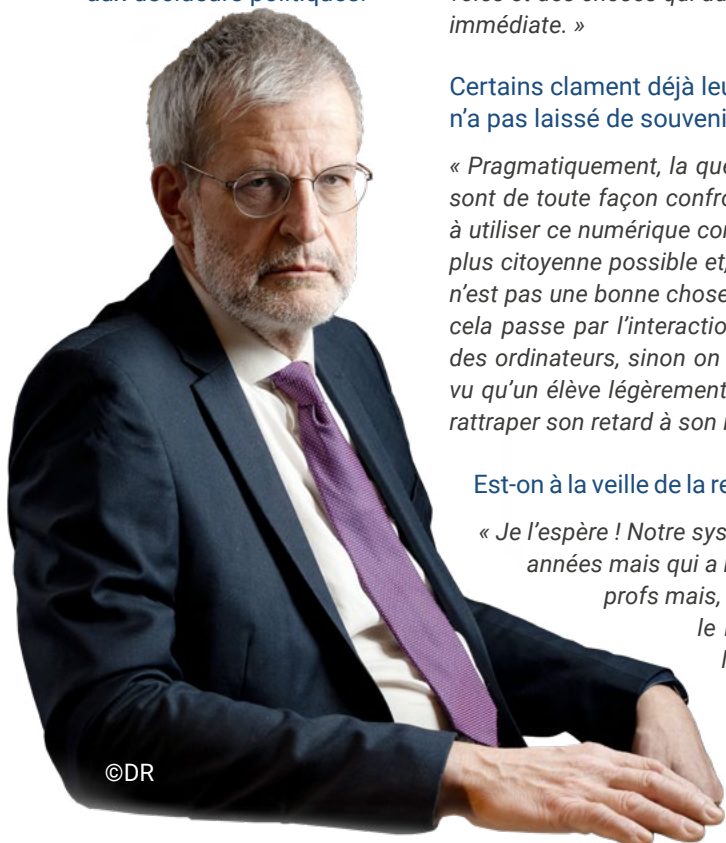
« *Les parents vivent la même chose que leurs enfants et, finalement, que nous aussi. Durant deux ans, les parents ont été très compréhensifs. Plus on avance, plus ils ont développé une attente légitime mais démesurée par rapport à la réponse que nous pouvons donner. Il y a aussi un contrecoup du développement numérique : les contacts ont été facilités par de nouvelles voies et des choses qui auraient pu attendre un ou deux jours réclament une réponse directe et immédiate.* »

Certains clament déjà leur peur du « trop de numérique » à l'école tandis que l'hybridation n'a pas laissé de souvenirs impérissables.

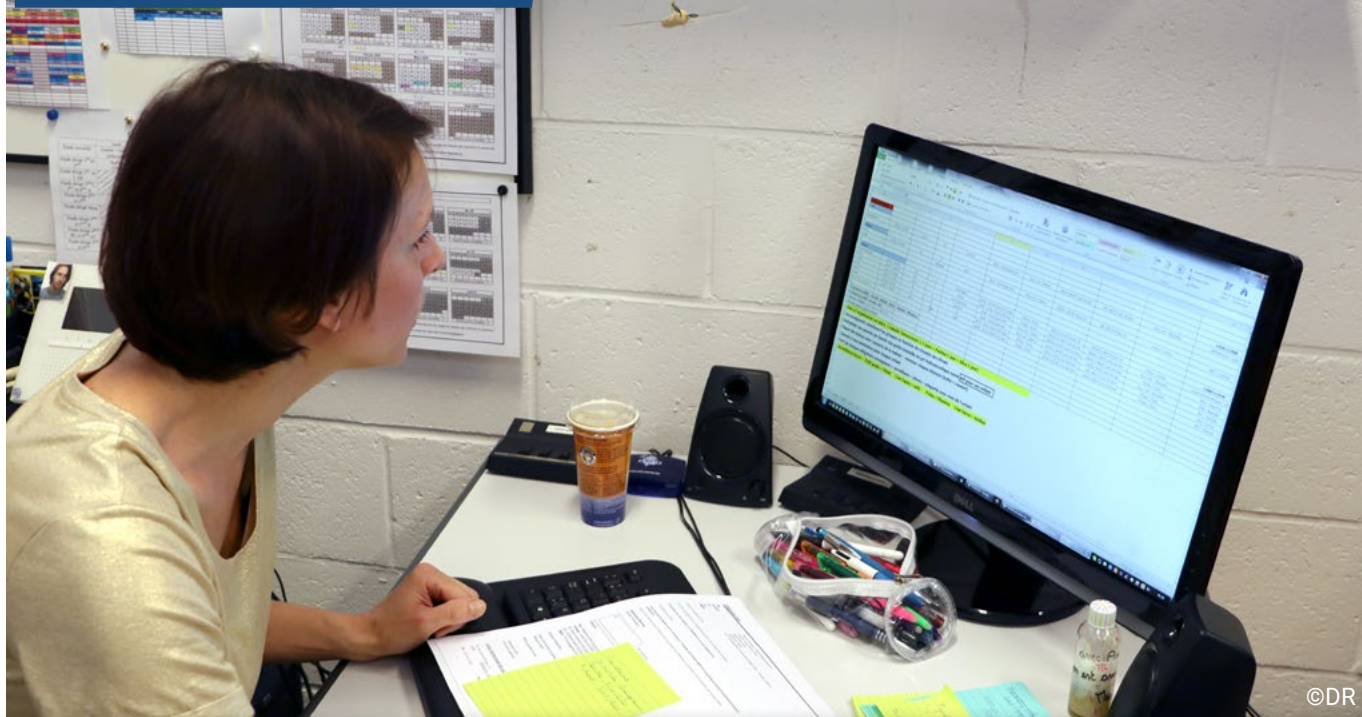
« *Pragmatiquement, la question de plus ou moins de numérique ne se pose pas. Les élèves y sont de toute façon confrontés au quotidien. C'est un combat dépassé. Autant leur apprendre à utiliser ce numérique comme un simple outil et non comme une fin en soi et de la manière la plus citoyenne possible et, là, le rôle de l'école est important. L'hybridation telle qu'on l'a vécue n'est pas une bonne chose car l'enseignement n'est pas juste une acquisition de compétences, cela passe par l'interaction, le relationnel. L'élève doit être confronté à des personnes, pas à des ordinateurs, sinon on apprendrait les mathématiques par des logiciels. En revanche, on a vu qu'un élève légèrement malade par exemple pouvait suivre le cours à distance sans devoir rattraper son retard à son retour.* »

Est-on à la veille de la remise en cause de certaines évaluations, de périodes d'examens ?

« *Je l'espère ! Notre système d'évaluation est un système qui fonctionnait très bien il y a des années mais qui a moins de raison d'être à présent. La tradition est très ancrée chez les profs mais, aussi et peut-être surtout, chez les parents. Les sessions d'examens, le nombre d'évaluations certificatives, tout cela mord sur le temps de l'apprentissage. Ne devrait-on pas travailler plus sur la formation et ne faire des évaluations que lorsqu'on est sûrs que l'élève a acquis la matière ? La question se posait avant le covid mais, à nouveau, cela a été un accélérateur. À Dinant, nous n'avons plus qu'une session, en juin, mais, fort heureusement, dans notre réseau, les écoles ont la liberté de fonctionner selon leur réalité locale.* » ■



©DR



« Tout est prioritaire, tout est urgent »

Comme vos collègues du fondamental (*Entrées libres* 166), vous faites aujourd'hui état d'un véritable ras-le-bol.

« Le métier de directeur a changé totalement, en quelques années seulement. Le covid a simplement constitué une parenthèse par rapport à ce malaise mais nous arrivons aujourd'hui, entre la gestion de la pandémie et les réformes qui sont en route, à un point critique de la tension. On nous a promis, dans le Pacte d'excellence, une simplification administrative mais c'est exactement le contraire qui s'est produit. On a eu une démultiplication administrative entretenue par une illusion que le numérique permettait d'aller plus vite et de simplifier la tâche. Sans compter évidemment que le directeur s'occupe du relationnel, de l'éducatif, du pédagogique, du financier, des RH... »

Demandez-vous également qu'on lève le pied sur les multiples réformes en cours ?

« Il est clair que le rythme actuel des réformes nous pose problème. Nous souhaitons une clarification rapide de toutes les conséquences des importantes réformes en cours. On travaille à la hussarde, on lance réforme sur réforme à un rythme soutenu mais pas

de manière cohérente ni coordonnée. Les plans de pilotage, qui amènent - ce qui est très bien - les écoles à se pencher sur leur fonctionnement mais s'appuient sur des indicateurs qui ne sont plus pertinents depuis le covid. La réforme des pôles territoriaux. La réforme de l'enseignement qualifiant dans deux ans. Le tronc commun, qui impacte fortement le futur d'écoles qualifiantes... Le tout, évidemment, dans le contexte de la réforme du calendrier scolaire : encore une fois une réforme utile mais dans un agenda surprenant parce qu'il y a beaucoup d'adaptations à prévoir, notamment quant aux périodes et aux évaluations, ce que le timing ne permet pas. »

Parmi tous ces points, quelle est l'urgence selon vous ?

« Le problème est que tout est parallèle. Tout est prioritaire, tout est urgent. Si l'on évoque le subventionnement, qui devrait être de 75% de celui des écoles officielles alors qu'on est à 50-60%, c'est lié au risque de ne plus pouvoir payer les factures énergétiques. Si les directeurs préfèrent redevenir profs, cela posera un problème. Il est en tout cas essentiel et urgent pour nous d'avoir un référent numérique dans chaque école : nous

avons reçu des ordinateurs mais personne pour les accompagner. Et puis, cela fait quelques années que nous tirons la sonnette d'alarme quant à une possible pénurie, qui se pose désormais dès septembre. La manière de gérer la réforme des titres et fonctions n'a pas simplifié la recherche de professeurs : nous demandons qu'on fasse confiance aux directions dans l'engagement d'enseignants même s'ils n'ont pas tout à fait le diplôme adéquat. »

Et la question salariale ?

« Nous ne voyons pas d'amélioration de la tension barémique entre directions et enseignants alors que la politique l'avait annoncée. Elle n'est pas prioritaire mais elle existe d'autant plus que nous avons vu arriver de nouvelles fonctions avec des barèmes parfois supérieurs à ceux des directeurs. Si la Communauté française n'a pas les moyens de payer mieux les directions ou les futurs profs universitaires, on peut se demander quel sens cela a de multiplier les fonctions. Pour les directeurs du spécialisé et du DOA (degré d'observation autonome), il y a une vraie injustice : les directeurs gagnent en général moins que leurs enseignants qui ont suivi des formations. » ■